

UN APPEL DE SYNDICALISTES.

LES LUTTES SOCIALES ONT BESOIN D'UNE CONSTRUCTION À GAUCHE

Vendredi, 14 Juin, 2019

Texte collectif

Syndicalistes de différentes organisations, nous ne pouvons demeurer indifférents à la situation critique dans laquelle les forces de gauche sont aujourd'hui plongées.

Les résultats des élections européennes viennent de confirmer l'ampleur du problème et les défis à relever. Si nous veillons farouchement à l'indispensable indépendance des forces syndicales et politiques, il serait inconséquent de ne pas souligner que l'absence d'alternative crédible à gauche face à l'ultralibéralisme au pouvoir et au danger fasciste pèse lourdement sur l'action du syndicalisme de transformation sociale.

Dans un contexte particulièrement difficile, la possibilité d'une traduction politique des aspirations exprimées par les luttes des salarié·e·s avec leurs organisations syndicales est une question qui prend d'autant plus d'acuité que les perspectives s'annoncent en l'état chaque jour plus sombres.

Nos responsabilités actuelles ou passées de responsables syndicaux nous ont conduits et nous conduisent à faire de l'unité d'action un vecteur déterminant et permanent de notre activité. Certes, comparaison n'est pas raison. Mais il faut une certaine dose de cécité pour ne pas voir que l'éparpillement de l'offre politique à gauche est contre-productif. Et, au-delà de la dispersion des listes, les divisions publiquement affichées à coups de déclarations intempestives viennent encore rajouter à l'éloignement d'une part significative de l'électorat.

Sans taire ce qui peut faire différence au sein de cette offre multiforme, il y a un besoin impératif, selon nous, de travailler sur ce qui rassemble, de construire un projet mobilisateur, offensif et qui s'attelle à apporter des réponses cohérentes et crédibles aux aspirations et inquiétudes, parfois hétérogènes, qu'exprime un grand nombre de nos concitoyen·ne·s, qui fasse évoluer notre modèle social pour de meilleures protections de tou·te·s.

Ce projet pourrait mettre en avant quelques grands axes qui sont au cœur des enjeux de notre société : une nouvelle répartition des richesses produites au bénéfice du plus grand nombre et une rupture avec les budgets d'austérité pilotés par les injonctions bruxelloises ; une harmonisation fiscale et sociale sur le mieux-disant au sein de l'Union européenne ; une politique environnementale accélérant la transition écologique tout en confortant le pouvoir d'achat des salarié·e·s ; un développement des services publics refusant toute ingérence de la loi du marché en leur sein ; de nouvelles formes de démocratie, tant politiques que sociales, permettant une plus grande prise en compte de la parole des citoyen·ne·s et des interventions des salariés sur leur activité.

L'intérêt et l'importance d'un tel projet ne résideront pas dans la précision chirurgicale des mesures qu'il mettra en avant. Prenons un exemple : syndicalistes exerçant ou ayant exercé notre mandat dans la fonction publique, l'augmentation des salaires via, entre autres, la valeur du point d'indice constitue une de nos revendications incontournables. Mais, plutôt que de quantifier cette revalorisation au dixième de pour cent près – ce qui conduira inéluctablement à des désaccords, voire à des clivages stérilisants –, une orientation définissant un seuil minimal, par exemple l'indexation sur l'inflation, serait une meilleure piste, consensuelle, positive et de nature à mobiliser.

La définition collective de mesures fortes, identifiées et appropriées par le plus grand nombre, pouvant faire l'objet de batailles dans les luttes sociales et les combats politiques, serait sans doute un important vecteur de rassemblement et de mobilisation populaire.

Une telle démarche doit d'emblée éviter plusieurs écueils. D'abord, dans le respect des compétences et des prérogatives de chacun, elle ne peut se cantonner à la seule sphère des appareils politiques si elle veut viser un socle largement partagé. Il faut donc articuler mouvements sociétaux, mobilisations sociales et combats politiques.

Ensuite, il est indispensable d'associer à la construction de ce projet le maximum de personnes et de forces, dépassant ainsi le cercle de l'entre-soi des dirigeants et structures, qu'ils soient syndicaux, politiques ou associatifs.

Enfin, ce processus est antinomique de toute velléité hégémonique – d'où qu'elle vienne – et de canevas élaborés en amont qui contraignent à des positionnements et débats réducteurs et souvent binaires.

Tout cela nécessite de réfléchir au cadre adéquat et forcément nouveau qui, tout en respectant scrupuleusement l'indépendance des actrices et des acteurs en présence, crée les conditions de ce débat et de cette mise en commun.

Les politiques actuelles sont dévastatrices et leurs conséquences néfastes peuvent trouver à s'inscrire dans une durée aussi longue que préoccupante. Devant de tels dangers, devons-nous nous résigner à voir les colères légitimes captées pour une large part par des mouvements politiques porteurs du pire ? Devons-nous assister impuissants au spectacle calamiteux des partis de gauche multipliant entre eux les polémiques – souvent obscures et parfois incompréhensibles pour le plus grand nombre – qui confondent nécessaire clarté et posture identitaire ?

Nous affirmons que non. Mais, aujourd'hui, il y a urgence à changer de cap et de méthode. Rompre avec de longues années de politiques de droite ou de renoncement, voire de trahison, s'opposer aux prétentions de l'ultralibéralisme actuel, empêcher la venue au pouvoir de l'extrême droite, nécessitent la mise en chantier immédiate d'un projet de gauche de transformation sociale et, pour demain, la mise en perspective d'un imaginaire émancipateur. Modestement, notre tribune souhaite y contribuer.

Signataires : Gérard Aschieri, Jean-Marc Canon, Christophe Delecourt, Frédérique Rolet, Denis Turbet-Delof, Baptiste Talbot.